

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 décembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1985)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CF269

présenté par

M. Philippe Brun, M. Aviragnet, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Califer, M. Delaporte,
M. Guedj et Mme Pires Beaune**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Inclusion sociale et protection des personnes	0	500 000 000
Handicap et dépendance	0	0
Égalité entre les femmes et les hommes	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	0	0
Elargissement du Ségur social à tous les personnels des établissements de la filière socio-éducative (<i>ligne nouvelle</i>)	500 000 000	0
TOTAUX	500 000 000	500 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel des députés socialistes et apparentés propose d'élargir le bénéfice du Ségur social à tous les personnels des établissements de la filière socio-éducative.

Les personnels techniques et administratifs des établissements de la filière socio-éducative sont aujourd'hui exclus de la revalorisation salariale.

C'est le cas par exemple des agents d'accueil dans les établissements de l'aide sociale à l'enfance ou encore des opérateurs du 115.

Nous proposons donc de corriger cette injustice et cette incohérence en rendant automatique la revalorisation salariale à toute personne travaillant dans un établissement de la filière socio-éducative.

Par cet amendement d'appel, nous proposons donc au sein de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », :

- la création d'un nouveau programme « élargissement du Ségur social à tous les personnels des établissements de la filière socio-éducative » doté de 500 millions d'euros en AE/CP
- de supprimer les crédits du programme « Inclusion sociale et protection des personnes », à hauteur de 500 millions d'euros en AE et en CP.

Les règles de recevabilité obligent à gager cette mesure via un transfert de crédits provenant d'un autre programme de la mission. Nous appelons bien sûr le Gouvernement à lever ce gage.